

Quand le covid-19 contamine le *pacte du Quincy*... Labévière

Le président des Etats-Unis ne conseille pas seulement aux victimes du Covid-19 de se désinfecter les poumons à l'eau de javel, il menace aussi ses grands amis saoudiens de retirer toutes ses troupes de la péninsule arabique, si Riyad ne cesse pas sa guerre des prix du pétrole, de connivence avec la Russie. Dans un appel téléphonique au prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane (MBS) – début avril -, Donald Trump a expliqué, en substance, que les pays producteurs devaient réduire l'offre mondiale de pétrole en raison de l'effondrement de la demande consécutive à la pandémie du Covid-19.

Au cours de la conversation téléphonique, Donald Trump aurait à peu près tenu ce langage à MBS : à moins que les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ne réduisent leurs productions, je ne pourrai empêcher la Chambre des Représentants et le Sénat d'adopter une loi décidant le retrait des soldats américains qui assurent la protection de la monarchie wahhabite.

Apparemment, le prince héritier n'en a pas cru ses oreilles, à tel point – selon *Reuters* – qu'il aurait demandé à ses collaborateurs de quitter la salle afin de poursuivre la conversation en privé... Le téléphone raccroché, le locataire de la Maison blanche a aussitôt « tweeté » qu'il espérait que le « chef de facto » du royaume réduise la production saoudienne de plusieurs millions de barils !

Verbatim : « je viens de parler à mon ami MBS d'Arabie saoudite, qui a parlé avec le président Poutine et je m'attends à ce qu'il réduise d'environ 10 millions de barils/jour la production saoudienne et peut-être beaucoup plus. Si cela arrive, cela sera bénéfique pour l'industrie du pétrole et du gaz... ». Dans un « tweet » suivant, il a ajouté : « Si l'Arabie saoudite pouvait diminuer sa production de 15 millions de barils/jour, ce serait une grande et bonne nouvelle pour tout le monde ».

Après avoir déchiré l'accord de la COP-21 de Paris sur le réchauffement climatique, l'accord sur le nucléaire iranien (signé en format 5 plus un : les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) du 15 juillet 2015 à Vienne obtenu après quinze ans d'âpres négociations, celui sur les missiles de portée intermédiaire, suspendu le financement de plusieurs agences de l'ONU dont l'OMS tout récemment, fragilisant ainsi toutes espèces d'approches et de négociations multilatérales, Donald Trump donne un sérieux coup de canif à l'un des principaux piliers de la diplomatie américaine en vigueur depuis la fin de la Seconde guerre mondiale : le Pacte du Quincy.

Un pacte historique de 75 ans

Au retour de la conférence de Yalta (14 février 1945), le président des Etats-Unis Franklin Roosevelt convoque le roi Ibn Séoud – le fondateur du royaume d'Arabie saoudite – à bord du croiseur lourd USS-Quincy (CA-71) qui mouille dans le lac Amer, au beau milieu du canal de Suez.

Débatant d'abord de la colonisation juive en Palestine, Roosevelt cherche à obtenir l'appui du roi saoudien en faveur de l'établissement du « foyer national juif en Palestine » que le Royaume-Uni a promis au baron Rothschild par la Déclaration Balfour (2 novembre 1917). Face à un refus catégorique du monarque wahhabite, la discussion glisse ensuite sur la Syrie et le Liban afin d'écarter définitivement la France de ces deux pays.

Enfin, les deux chefs d'Etat abordent la question de l'avenir de la dynastie saoudienne et du pétrole arabe. Traumatisée par le blocus japonais de la Seconde guerre mondiale qui a coupé les Etats-Unis d'un accès aux matières premières – gaz, pétrole et caoutchouc -, la Maison blanche considère désormais que ce type d'approvisionnement relève de la sécurité nationale. Profitant des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la famille Saoud – qui n'a aucune légitimité à gérer les lieux saints de l'Islam (La Mecque et Médine) face à la dynastie historique des Hachémites – Roosevelt propose un premier marchandage « pétrole contre sécurité ». Autrement dit, laissez les compagnies pétrolières américaines exploiter les plus grandes réserves d'hydrocarbures du monde. En contrepartie, les Etats-Unis d'Amérique protégeront le maintien en place et la reproduction de votre dynastie ploutocrate...

L'historien français Jacques Benoist-Méchin (1901 – 1983) relate avec une grande précision comment les deux chefs d'Etat ont noué ce marchandage du siècle. Le résultat de cette discussion s'articule en quatre points : 1) la stabilité de l'Arabie saoudite fait partie des « intérêts vitaux » des États-Unis qui assurent, en contrepartie, la protection inconditionnelle de la famille Saoud et accessoirement celle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle ; 2) par extension, la stabilité de la péninsule arabique et le leadership régional de l'Arabie saoudite font aussi partie des « intérêts vitaux » des États-Unis ; 3) en contrepartie, le Royaume garantit l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, la dynastie saoudienne n'aliénant aucune parcelle de son territoire.

Aramco, à l'époque américaine, bénéficie d'un monopole d'exploitation de tous les gisements pétroliers du royaume pour une durée d'au moins soixante ans ; 4) les autres points portent sur le partenariat économique, commercial et financier saoudo-américain ainsi que sur la non-ingérence américaine dans les questions de politique intérieure saoudienne. La durée de cet accord est prévue pour une durée de 60 ans. Ce pacte a été renouvelé pour une nouvelle période de 60 ans, le 25 avril 2005 lors de la rencontre entre le président George W. Bush et le prince héritier Abdallah à Crawford (Texas).

Auparavant dès 1933, le roi wahhabite avait déjà concédé à la Standard Oil of California (SOCAL) une concession de 60 ans concernant l'est de l'Arabie saoudite, concession partagée avec la Texas Oil Company (Texaco) à partir de 1936. Le même accord est étendu en superficie en 1938, intégrant en 1948 la Standard Oil of New Jersey (Esso) et la Standard Oil of New York (Socony) au sein de l'Aramco. Les promesses verbales de Roosevelt concernant le « foyer national juif » – renouvelées par écrit dans une lettre datée du 5 avril 1945 – seront actées par le président Truman, qui va favoriser la fondation d'Israël en 1948.

Depuis la signature de ce pacte, le Pentagone dispose d'unités de ses services spéciaux déployées dans l'ensemble de la péninsule arabique, assurant aussi le fonctionnement d'un véritable « pipeline » pour transférer à prix d'or noir des cargaisons d'armements parmi les plus sophistiqués dont les Saoudiens ne savent pourtant pas se servir, nombre de cargaisons sous emballages plastiques restant dans des entrepôts sous haute surveillance...

Mais cet accord permet surtout aux troupes américaines d'occuper et de « protéger » la reproduction de la ploutocratie wahhabite, favorisant ses initiatives diplomatiques, religieuses et militaires visant l'Iran chi'ite et la prétention géopolitique d'une domination sans partage de l'ensemble des mondes musulmans. Comme l'ont souligné de nombreux chercheurs comme Faouzi Skali et Alain Chouet¹, cette politique américaine a favorisé une « wahhabisation » des islams d'Asie et d'Afrique, favorisant aussi l'expansion de l'Islam radical et du terrorisme, également en Europe et en France.

La fin du pétrole de schiste américain

Selon une note blanche d'un service européen de renseignement : « plusieurs entreprises avaient pris l'engagement d'acheter une grande quantité de pétrole brut West Texas Intermediate à un certain prix. Le prix proposé par les vendeurs semblait bon marché au moment de la signature des contrats. La date de règlement des contrats était le 21 avril 2020. Mais cette fois, les vendeurs ont insisté pour livrer physiquement le pétrole aux acheteurs avant le paiement. Cela a posé un problème. Les acheteurs n'avaient pas la capacité de stockage nécessaire pour accepter le pétrole qu'ils avaient acheté il y a plusieurs mois. Ils ne pouvaient le stocker nulle part. La seule solution était de vendre immédiatement à quelqu'un d'autre. Mais personne n'était intéressé. Tous avaient déjà rempli leurs capacités de stockage. Les sociétés qui avaient l'obligation d'accepter le pétrole des producteurs ont alors proposé de payer d'autres personnes pour prendre leur pétrole. Lorsque le prix a commencé à être négatif, la décision a été prise de proposer un stockage supplémentaire à moins 50 dollars. Finalement, le contrat d'option de Mai du West Texas Intermediate a été clôturé à moins 37 dollars ».

Pour la première fois de leur histoire, les contrats à terme sur le pétrole *West Texas Intermediate* (WTI) se sont négociés en valeur négative sur le *New York Mercantile Exchange* (Nymex) et le brut américain prévu à la livraison en Mai a perdu 55,90 dollars en une journée pour clôturer à moins 37,63 dollars le baril ! Cette chute vertigineuse est en partie le résultat de la liquidation forcée sur le marché à terme « à tout prix ». En fait, l'effondrement des prix s'explique par l'accroissement des cargaisons bloquées par les raffineries qui réduisent leur production, puisqu'elles ne peuvent vendre leurs produits sur un marché où la demande s'est asséchée à cause de la propagation de la pandémie du Covid-19. Le prix négatif élevé « signifie que le stockage est au maximum de ses capacités », a déclaré Albert Helmig, PDG de la société de conseil *Grey House* et ancien vice-président du Nymex.

La plupart des grands pays consommateurs sont encore en situation de confinement. Le trafic aérien mondial a diminué de plus de 80 % et la demande d'essence et d'autres produits pétroliers raffinés est faible. Conséquence structurelle majeure pour l'économie américaine : les producteurs de pétrole de schiste ont déjà réduit une partie de leur production, mais ils devront la réduire encore beaucoup plus. Le nombre de plates-formes pétrolières et gazières américaines en activité est passé de plus de 1 000 l'année dernière à 529, la semaine dernière. Elle pourrait tomber en dessous d'une centaine durant les prochaines semaines.

La production de pétrole de schiste nécessite un prix du baril à environ 45 dollars. Actuellement, aucun producteur américain de pétrole de schiste ne peut atteindre ce prix plancher. Tous sont déjà très endettés et envisagent de fermer leurs puits. Une fois fermés,

les puits ont tendance à se boucher et nécessiteront d'importants travaux coûteux pour être réouverts. Dans ces conditions, il est peu probable qu'ils soient de nouveau rentables au cours des deux à cinq prochaines années, voire jamais, puisqu'il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que le pétrole brut atteigne à nouveau son précédent pic aux environs de 100 dollars le baril.

Aujourd'hui, la dette totale des producteurs américains de pétrole de schiste est estimée à plus de 200 milliards de dollars. Selon certains experts, cette situation pourrait même engendrer un effondrement du système bancaire américain et la situation de l'Arabie saoudite aggrave ces perspectives !

LA DICTATURE WAHHABITE FRAGILISEE

En effet avec le Covid-19, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour la dictature wahhabite : exacerbation des tensions régionales, enlisement saoudien dans le conflit yéménite (depuis 2015) et guerre des prix du pétrole liée à la récession amorcée par la pandémie.

Avec un prix du baril qui plafonne aux alentours de 20 dollars depuis Mars, Riyad devrait connaître un accroissement de son déficit budgétaire, déjà estimé à hauteur de 6,6 % de son PIB pour 2020. Début avril, la monarchie a demandé aux agences d'État d'amputer leur budget en cours d'au moins 20 % pour faire face à la baisse du prix du baril. Le budget 2020 avait déjà été revu à la baisse avec une réduction de 8 % des dépenses. En fait, l'Arabie saoudite a besoin d'un prix du pétrole d'au moins 85 dollars le baril pour équilibrer le déficit budgétaire de son gouvernement et d'au moins 50 dollars le baril pour équilibrer les comptes courants. Selon plusieurs prévisionnistes, ces deux déficits vont s'aggraver par rapport au prix actuel du pétrole et le déficit budgétaire notamment sera beaucoup plus important, au moins à hauteur de 15 % du PIB.

L'impact économique du Covid-19 remet en question certaines perspectives du plan « Vision-2030 », en particulier les plans pour NEOM – mégapole du futur qui devait s'installer dans le Nord-Est saoudien. Les nouvelles politiques du « divertissement » et du « tourisme », pierres angulaires initiales du plan, seront fortement impactées, sinon abrogées.

La dictature wahhabite se trouve ainsi dans une situation très délicate qui n'est pas sans conséquences politiques et géopolitiques. Riyad se retrouve de plus en plus isolé, du moins avec des alliés sur lesquels elle ne peut plus systématiquement compter, dans un environnement toujours plus hostile. Cette évolution explique partiellement pourquoi depuis quelques mois la dictature wahhabite essaie de jouer l'apaisement avec Téhéran et cherche une porte de sortie à la guerre au Yémen.

MBS lui-même a dû revoir à la baisse ses ambitions de transformer la monarchie et de devenir le leader incontesté du monde sunnite. Dans cette conjoncture, il durcit le régime et réprime toute personne ou organisation susceptible de contester son pouvoir personnel. Accusés de trahison, quatre membres de la famille royale ont été arrêtés le mois dernier, dont le dernier frère vivant du roi Salmane – Ahmad ben Abdelaziz – et l'ancien prince héritier Mohammad ben Nayef.

Toujours à cause du Covid-19, la suspension « temporaire » de la omra (le petit pèlerinage) et la possible annulation du hajj (le grand pèlerinage annuel à La Mecque), sont d'autres défis. La défection de quelque deux millions de pèlerins qui étaient attendus en Juillet prochain risque d'affecter la légitimité des Saoud, censés être gardiens des lieux saints. On peut en tout cas s'attendre à une recrudescence d'attaques politiques ciblant personnellement MBS.

MBS avait aussi beaucoup misé sur le prochain G-20 qui devrait se dérouler à Riyad en Novembre prochain. Celui-ci risque d'être annulé ou de se tenir par visioconférence. Mais la dictature wahhabite devra affronter une échéance encore plus décisive avec l'élection présidentielle américaine. Alors que la monarchie pâtit d'une image de plus en plus négative aux Etats-Unis, particulièrement dans le camp démocrate, le prince-héritier devrait beaucoup prier pour une nouvelle victoire de Donald Trump. Dans le cas contraire, le cauchemar pourrait s'avérer de plus grande ampleur pour la dynastie des Saoud.

LE RETOUR DE L'IRAN ?

La Maison Blanche a déchiré l'accord sur le nucléaire iranien le 8 mai 2018. La semaine dernière, *Le New York Times* indiquait que les États-Unis veulent maintenant y revenir : « Le secrétaire d'État Mike Pompeo prépare une singulière volte-face affirmant que les États-Unis sont toujours partie prenante à l'Accord nucléaire iranien auquel le président Trump a pourtant renoncé, dans le cadre d'une stratégie complexe visant à faire pression sur le Conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il prolonge un embargo sur les armes à destination de Téhéran ou qu'il impose de nouvelles sanctions beaucoup plus sévères contre ce pays... ».

Dans cette perspective, Mike Pompeo est en train de bricoler un plan qui ne peut qu'inquiéter les pays européens : les États-Unis prétendent, en substance, qu'ils restent légalement « partie-prenante » de l'accord nucléaire – mais seulement pour invoquer un « retour à la case départ » qui permettrait de rétablir les sanctions de l'ONU contre l'Iran, les mêmes qui étaient en vigueur avant l'accord. Si l'embargo sur les armes n'est pas renouvelé, les États-Unis feraient valoir leur « droit » de pays membre originel de l'accord. Cette mesure obligerait à rétablir le large éventail de sanctions qui interdisaient les ventes de pétrole et les arrangements bancaires avant l'adoption de l'accord en 2015. L'application de ces anciennes sanctions serait, en théorie, contraignante pour tous les membres des Nations unies.

Désormais pris à son propre piège, l'administration américaine cherche non seulement à imposer de nouvelles sanctions à l'Iran, mais veut forcer Téhéran à renoncer à toute prétention de préserver l'accord de l'ère Obama. Ce n'est qu'en le brisant « de l'intérieur », disent plusieurs hauts fonctionnaires américains, que l'ayatollah Ali Khamenei et le président Hassan Rouhani seraient contraints de négocier un tout nouvel accord conforme aux intérêts de Donald Trump qui a fait de ce dossier l'un de ses principaux arguments électoraux pour l'élection présidentielle de novembre prochain.

Le plan Pompeo ne peut fonctionner. Il n'y aura pas de « retour à la case départ » pour les sanctions et l'Iran s'en tiendra à l'accord. L'option de retour à la case départ fait partie du mécanisme de règlement des différends prévu aux articles 36 et 37 de l'accord. Le site *UN*

Dispatch en donne une brève description : « L'accord ... crée un panel de huit membres, appelé « Commission conjointe », qui servira de mécanisme de résolution des litiges. Les membres de ce panel sont les cinq membres du Conseil de sécurité ayant le droit de veto, plus l'Allemagne, l'Iran et l'Union européenne. Il y a huit membres au total. Si une majorité estime que l'Iran a triché, la question est renvoyée au Conseil de sécurité. Aucun pays ne dispose d'un droit de veto ».

Selon l'accord nucléaire le Conseil de sécurité ne peut imposer de nouvelles sanctions. En fait, le Conseil de sécurité doit décider s'il continue ou non à lever les sanctions en vigueur. S'il ne le fait pas, les anciennes sanctions restent en vigueur. Ce cadre évite la perspective d'un veto russe et garantit que si les pays occidentaux pensent que l'Iran triche, les sanctions seront automatiquement réimposées.

Les États-Unis ne participent plus à la « commission conjointe » et ne peuvent donc pas déclencher le processus. Il n'y aura pas non plus de majorité pour soumettre le désaccord au Conseil de sécurité des Nations unies. Dans sa résolution 2231, le Conseil de sécurité des Nations unies a également établi que seuls les participants à l'accord peuvent déclencher un processus de retour en arrière. Le fait que les États-Unis déclarent aujourd'hui être toujours un « État participant » à l'accord sera considéré comme une véritable farce par tous ceux qui se souviennent des remarques de l'administration Trump concernant la décision d'en sortir ! Un diplomate européen de haut rang a déjà rejeté « le plan Pompeo », estimant que celui-ci « était parfaitement farfelu, irréaliste et indécent. On ne peut pas piétiner à longueur de journée le multilatéralisme et, en même temps, lui imposer des virages à 360 degrés ! ».

L'article du *New York Times* conclut : « la stratégie de l'administration pourrait bien fonctionner, même si d'autres membres des Nations unies ignoraient cette initiative. A ce moment-là, sur le papier du moins, les Nations Unies retourneraient à toutes les sanctions contre l'Iran qui existaient avant que M. Obama ne signe l'accord avec Téhéran... Pourtant, seuls les participants à l'accord peuvent déclencher un tel processus de retour à la case départ. Or, les États-Unis ne sont plus reconnus en tant que participant effectif ».

Il est peu probable que les pays européens acceptent la dernière initiative de Washington. En janvier dernier, ils ont fait savoir qu'ils déclencheraient le mécanisme de règlement des différends qui prévoit une relance des sanctions, parce que l'Iran a dépassé certaines limites de l'enrichissement d'uranium. L'Iran a répliqué en faisant valoir qu'il était toujours dans les limites de l'accord et a ensuite menacé de quitter le traité de prolifération nucléaire si les Européens continuaient dans cette voie. Depuis, on observe le plus grand silence des Européens, dont plusieurs chancelleries admettent que le bras de fer déclenché par les Américains est en train de tourner à l'avantage de l'Iran.

En effet, à force de vouloir absolument faire rendre gorge à l'Iran – et ce par les moyens les plus tordus -, Washington pousse non seulement Pékin, Moscou et Ankara à soutenir davantage Téhéran, mais aussi les pays européens à se dissocier de cet objectif qui tourne à l'obsession. Plusieurs pays arabes – sunnites -, pas seulement le Qatar, et non des moindres, comme l'Égypte sont aussi en train de se dissocier de cet « iran-bashing » en train de tourner à l'hystérie.

Un haut-diplomate européen qui a longtemps été en poste à Téhéran conclut : « Comment les Européens pourraient-ils accepter les dernières manipulations de Mike Pompeo alors que Washington leur crache dessus depuis plusieurs mois ! En définitive et malgré les difficultés économiques et politiques qui frappent l'Iran, il se pourrait bien que la pandémie du Covid-19 favorise, à terme, un singulier retour politique et géopolitique de Téhéran... ».

En attendant, bonne lecture. A la semaine et continuez à bien prendre soin de vous.

Richard Labévière

4 mai 2020

¹ Alain Chouet : *Au cœur des services spéciaux – La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*. Editions La Découverte, Paris, 2011.